

Appel à articles **revue *Participations***

Numéro thématique « Epistémologies radicales et recherches participatives »

Coordination

Marion Carrel (CeRIES, Université de Lille)

Baptiste Godrie (CREMIS, Université de Montréal)

Maité Juan (GIS Démocratie et participation, Collège d'études mondiales)

Recherches-actions participatives, recherches-actions coopératives, sciences citoyennes, recherches communautaires, recherches partenariales et collaboratives, recherches-interventions, tiers-secteur scientifique, espaces hybrides de recherche, tiers-lieux réflexifs... Les recherches participatives ont le vent en poupe, ce qui s'accompagne d'une créativité conceptuelle inédite pour qualifier l'évolution des relations entre sciences et sociétés. Leur essor s'inscrit dans un contexte de crise de la démocratie représentative, se caractérisant par un rejet des formes d'expertise technocratique excluant les contributions des citoyens au débat public, et de remise en cause du monopole des chercheurs dans la production des savoirs. Cependant, les recherches participatives ne sont pas un ensemble homogène : nébuleuse aux contours mouvants, la famille des recherches participatives recouvre un faisceau diversifié de démarches plus ou moins critiques de coproduction de connaissances, sous-tendues par une pluralité d'enjeux politiques, épistémologiques, méthodologiques et éthiques (Juan, 2019).

Au sein de cette famille plurielle, un sous-groupe de recherches participatives ancrées dans les épistémologies postcoloniales et féministes repose sur une lecture audacieuse des rapports entre production des connaissances et inégalités sociales. Selon cette lecture, le fonctionnement du monde académique et de la production des connaissances scientifiques peut expliquer la persistance, voire l'aggravation des inégalités sociales. Le monde académique est, dans ces travaux, envisagé comme un des lieux où la hiérarchie des savoirs est historiquement produite et validée. En effet, les universitaires et chercheur.e.s statutaires appartiennent généralement, au Nord comme au Sud, à des classes sociales privilégiées et n'ont souvent pas vécu l'expérience des groupes historiquement marginalisés qu'elles et ils étudient. En dépit de la sensibilité qu'elles et ils manifestent souvent vis-à-vis des réalités vécues par les membres des groupes étudiés, et de la somme des travaux consacrés aux inégalités sociales, la production des connaissances scientifiques est le plus souvent monopolisée par les universitaires qui finissent par parler « au nom » des personnes et non conjointement avec elles. À cela s'ajoute le poids de l'histoire, avec la participation des sciences sociales à l'entreprise coloniale et à la surveillance des populations locales par le biais des dénombrements et catégorisations qu'elles produisent. Enfin, les connaissances produites sont ensuite souvent diffusées dans des cercles restreints, entre pairs, par le biais de colloques et de publications scientifiques dont le format et les droits d'accès produisent un effet d'exclusion des groupes minoritaires. L'exclusion des groupes historiquement marginalisés du processus de production de la connaissance et d'accès aux résultats peut

ainsi redoubler la violence sociale et économique qu'ils subissent par ailleurs (Fricker, 2007 ; Medina, 2013 ; Santos, 2007 ; Godrie et Dos Santos, 2017 ; Godrie, 2019).

Nous désignons par le terme d'épistémologies radicales les courants de pensée qui articulent étroitement les revendications pour la pluralisation des systèmes de connaissances à la réduction des inégalités sociales et la lutte contre les discriminations. Les inégalités sociales sont ici entendues au sens large du terme, incluant les inégalités liées aux appartenances de classe, groupe ethnique, genre, territoire et région du monde, âge, etc. Ces épistémologies radicales ont développé une réflexion spécifique sur la production des connaissances en lien avec la « justice cognitive » (Visvanathan, 1997), pointant vers la nécessaire reconnaissance des « alternatives dans la science » et des « sciences alternatives ». Dans cette perspective, la démocratie, envisagée comme un régime politique garantissant l'existence de la différence et du conflit, doit s'assortir d'une « démocratie des connaissances » qui reconnaît ces connaissances en tant que méthodes et modes de vie (Visvanathan, 2009). La « justice cognitive » repose ainsi sur la légitimation de savoirs pluriels enracinés dans des formes de vie, des univers de sens et des structures culturelles.

Ce dossier vise à faire état des recherches participatives contemporaines reposant sur ces épistémologies radicales, dont le positionnement politique, voire subversif, interroge les conceptions hégémoniques et les protocoles conventionnels de production de la science en lien avec les inégalités de pouvoirs et de savoirs structurant les inégalités sociales. En mettant l'accent sur des démarches de coopération entre chercheurs de carrière et chercheurs non professionnels s'inscrivant dans une double perspective de pluralisme épistémologique et de lutte contre les oppressions, ce dossier contribuera à dresser un bilan des retombées de ces travaux au regard des prétentions épistémologiques et politiques qu'elles mettent en avant. Il s'agit en quelque sorte d'aller voir si elles ont tenu leur pari en apportant non seulement une analyse critique des modes de production des connaissances en lien avec les inégalités sociales, mais aussi des propositions épistémologiques transformant effectivement le rôle des sciences sociales dans la lutte contre les oppressions.

Cette tâche semble d'autant plus importante que, si un large panel de travaux (Anadon, 2007 ; Foucart, Ewa Marynowicz-Hetza, 2018 ; Gillet, Tremblay, 2017 ; Billaud, Hubert & Vivien, 2017 ; Les chercheurs ignorants, 2015) s'attache aujourd'hui à décrire finement les apports des recherches participatives vis-à-vis des connaissances scientifiques et de l'émergence d'innovations sociales, peu de contributions interrogent, à notre connaissance, les recherches participatives sous l'angle de ce numéro thématique. Étudier les recherches participatives à l'aune des épistémologies radicales implique d'aller à rebours d'une conception consensuelle, monolithique et pacifiée de ces recherches, promouvant les mérites sociétaux et scientifiques des partenariats entre société civile et sphère académique. Pour cela, il apparaît central d'appréhender les recherches participatives inspirées par les épistémologies radicales, d'une part, comme des champs de tension, de négociation et d'ajustement permanent entre une diversité d'intérêts et de légitimités scientifiques et politiques, à la fois complémentaires et concurrents, et d'autre part, comme des leviers de lutte pour la reconnaissance de savoirs invisibilisés et discrédités.

Les épistémologies postcoloniales ont particulièrement questionné les modes de production de la connaissance occidentale, en mettant en lumière trois concepts pour analyser

l'imbrication du pluralisme épistémologique et des luttes sociales émancipatrices : la « décolonisation » des méthodes de recherche, l'« écologie des savoirs » et la « justice cognitive ». On peut remonter aux développements épistémologiques et méthodologiques de la recherche-action participative initiée notamment, dès les années 1970, par le sociologue colombien Orlando Fals Borda et ses collègues, en lien les membres de mouvements sociaux paysans et autochtones. Il s'agissait alors de développer des sciences sociales émancipées des cadres d'interprétation occidentaux, engagées en faveur des luttes sociales et adaptées aux réalités locales des pays en développement tout en contribuant à briser le monopole de production des connaissances par les universitaires (Borda, 1985; Fals Borda et Rahman, 1991 ; Chevalier & Buckles, 2019).

Étudiant des initiatives autochtones de recherche des communautés Maori dans les années 1970, Linda Tuhiwai Smith (1999) appréhende quant à elle la recherche comme un « espace significatif de lutte » entre les « intérêts et manières de connaître » des communautés indigènes colonisées et de la recherche occidentale (p. 2). Elle en appelle alors à la « décolonisation » des méthodes de recherche. Dans cette même perspective, Boaventura de Sousa Santos (2016) a éclairé les limites de l'« épistémologie eurocentriste » et des formes de hiérarchisation sociale et de disqualification des savoirs qu'elle véhicule. Analysant le processus de « production sociale des absences » (Ibid., p. 255) et d'invisibilisation de certains savoirs et pratiques sortant des cadres analytiques universalisants des sciences sociales conventionnelles, il soutient le projet de mise au jour d'une « rationalité cosmopolite subalterne » (Ibid., p.241). Il s'agit donc, pour Santos, de faire advenir une épistémologie pluraliste, qu'il nomme « écologie des savoirs », enracinée dans les luttes sociales et l'agir quotidien des populations. Il ne s'agit pas, dans cette perspective, de nier l'apport des savoirs experts et scientifiques, mais d'adopter une posture favorisant le « savoir *avec* l'autre, et non *sur* l'autre ou *à propos* de l'autre ». (Ibid., p.145-156).

Éclairant les privilèges épistémiques dont jouissent certains groupes sociaux en position de domination, les épistémologies féministes ont de leur côté particulièrement interrogé le concept d'objectivité dans la science à la lumière de la dimension « située » des savoirs (Anderson, 1995 ; Harding, 1986 ; Fricker, 2007 ; Dorlin, 2008). Face aux critiques de subjectivisme ou de relativisme dont ont fait l'objet les épistémologies féministes, dont les détracteurs dénoncent une conception parcellaire de la science, Sandra Harding (1986) a notamment mis en avant le concept d'« objectivité forte », qui vise à reconnaître le caractère socialement situé et subjectif de tout savoir. Selon Flores Espinola (2012), les épistémologies féministes s'ancrent ainsi dans un « scepticisme par rapport à la possibilité d'une théorie générale de la connaissance qui ne tienne aucunement compte du contexte social et du statut des sujets connaissant » (Ibid., p.116). Au cœur des épistémologies féministes, le travail de Miranda Fricker (2007) a notamment mis en lumière le concept d'« injustice épistémique » renvoyant au discrédit de la parole et des savoirs de certains groupes opprimés, ce déni de légitimité sous-tendant la négation de leur citoyenneté. Ces réflexions interrogent les pratiques de recherche favorisant l'implication des groupes opprimés dans la production de la science et leurs impacts éventuels sur le renouvellement de ses cadres analytiques, conceptuels et méthodologiques.

En écho aux épistémologies postcoloniales et féministes, des critiques à charge politique ont été portées contre la fabrique traditionnelle de la science et sa contribution à la perpétuation des inégalités sociales dans d'autres champs militants et scientifiques. Par exemple, dans le champ de la lutte contre la pauvreté, le discours du fondateur du Mouvement ATD Quart-Monde à l'adresse des chercheurs a porté une critique radicale au fonctionnement habituel de la recherche : « Déranger les plus pauvres dans leur pensée, en les utilisant comme informateurs, au lieu de les encourager à développer leur réflexion propre en acte réellement autonome, c'est les asservir » (Wrezinski, 1980). Les « recherches en croisement des savoirs » expérimentent depuis une vingtaine d'années les conditions pour que les savoirs d'expérience des personnes en situation de pauvreté, les savoirs d'action des praticiens et les savoirs universitaires se croisent afin de permettre une meilleure compréhension de la réalité (Ferrand *et al.*, 2008). Ce mouvement associatif a ainsi ouvert la voie à l'élaboration d'une « épistémologie post-pauvreté » (Carrel *et al.*, 2017). Par la reconnaissance et la confrontation des savoirs issus de l'expérience de la pauvreté, il s'agit en effet à la fois de produire des connaissances nouvelles et de combattre la misère.

Ce dossier de *Participations* entend rassembler des contributions explorant le rôle des recherches participatives inspirées par des épistémologies radicales dans la critique de la hiérarchie des savoirs et des paradigmes scientifiques dominants autant que dans l'ébranlement des relations sociales de domination. Les textes proposés analyseront comment et dans quelle mesure les recherches participatives inspirées par ces épistémologies radicales contribuent à la réduction de ces inégalités sociales et épistémiques. Ils pourront aborder un ou plusieurs des axes de questionnement suivants :

- Jusqu'à quel point les recherches participatives inspirées par des épistémologies radicales transforment-elles la manière de produire et de concevoir la science ? En quoi les formes de division du travail et de répartition des tâches entre scientifiques et non scientifiques questionnent-elles et bousculent-elles les pratiques, protocoles et représentations scientifiques ?
- Qu'est-ce que les recherches participatives inspirées par des épistémologies radicales apportent comme connaissances inédites et quel est le statut de ces nouveaux savoirs ? Par qui et comment ces savoirs sont-ils validés ? Comment les critères de validité sont-ils choisis ? De quelle manière ces nouveaux savoirs sont-ils légitimés ou non dans les sphères sociales, professionnelles et académiques ?
- En quoi ces recherches reconfigurent-elles les relations de pouvoir ? Les recherches participatives peuvent conduire à renforcer le pouvoir des scientifiques à énoncer une science unique et objective, tout comme elles peuvent être instrumentalisées par des institutions commanditaires qui la financent, canalisant voire étouffant leur portée critique et subversive. Ces recherches participatives inspirées par des épistémologies radicales s'inscrivent-elles dans une démarche autonome ou se développent-elles en synergie avec des institutions politiques, universitaires, etc. ?
- Quels sont les effets sociopolitiques des recherches participatives radicales ? Les connaissances co-produites avec les groupes minoritaires, précarisés ou disqualifiés, au Nord comme au Sud, favorisent-elles la reconnaissance de revendications

sociales ? Permettent-elles à ces groupes de prendre davantage part aux débats publics, de contribuer à des changements législatifs et à l'émergence de nouvelles politiques publiques dans le sens d'une plus grande justice sociale ? Quelles reconfigurations produisent-elles des liens entre engagement sociopolitique et travail scientifique ?

Les propositions devront clairement articuler les préoccupations épistémologiques sur la production des connaissances et les réflexions politiques sur les inégalités sociales qui se situent au cœur des épistémologies radicales. Les propositions qui articulent terrain empirique et réflexion théorique sur les recherches participatives et les épistémologies radicales sont particulièrement bienvenues. Il est également possible de soumettre des propositions co-écrites avec des associatifs et professionnels dans la mesure où elles répondent aux normes des publications scientifiques de la revue *Participations*¹ qui procède à une évaluation anonyme de chaque article par deux chercheur.es académiques.

Les contributeurs/trices sont invités à proposer un résumé (3 pages maximum) pour le 21 février 2019 aux trois membres de la coordination du numéro (marion.carrel@univ-lille.fr ; baptiste.godrie@umontreal.ca ; maitejuan1@hotmail.fr).

Calendrier

- Réception des propositions d'articles : 21 février 2020
- Réponse des coordonnatrices : 15 mars 2020
- Envoi des propositions d'articles (60 000 signes maximum) : 15 juillet 2020
- Évaluation des articles et retour vers les auteurs : Novembre 2020
- Soumission finale des articles : Février 2021
- Parution du dossier : Été 2021

Bibliographie

- Anadon M. (dir.), 2007, *La Recherche participative : multiples regards*, Québec, Presses universitaires du Québec.
- Anderson E., 1995, "Feminist Epistemology: An Interpretation and a Defense", *Hypatia*, vol. 10, n° 3.
- Billaud J-P., Hubert B., Vivien F-D. (dir.), 2017, « Des recherches participatives dans la production des savoirs liés à l'environnement », *Natures Sciences Sociétés*, 2017/4 (Vol. 25).
- Carrel M., Loignon C., Boyer S., De Laat M., 2017, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUIsantÉ au Québec », *Sociologie et Sociétés*, vol. XLIX, n°1, p. 117-140.
- Chevalier J. M., Buckles D.J., 2019, *Participatory Action Research: Theory and Methods for Engaged Inquiry*, Routledge.
- Dorlin E., 2008, « Epistémologies féministes » in *Sexe, Genre et sexualité*, Paris, PUF, p. 9-31.
- Fals-Borda O., Rahman Mohammad A., 1991, *Action and Knowledge: Breaking the Monopoly with Participatory Action-Research*, New York, Apex Press.

¹ <http://www.revue-participations.fr/soumettre-un-article/>

- Ferrand C. et al., 2008, *Le croisement des pouvoirs. Croiser les savoirs en formation, recherche, action*, Paris, Ed. de l'Atelier / Ed. Quart Monde.
- Flores Espínola A., 2012, « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du 'point de vue' », *Cahiers du Genre*, vol. 53, no. 2, p. 99-120.
- Foucart J., Marynowicz-Hetza E. (dir.), 2018, « Recherches participatives et/ou collaboratives: de quelques controverses », *Pensée plurielle*, numéro thématique, vol. 2, n° 48.
- Fricker M., 2007, *Epistemic Injustice*, Oxford, Oxford University Press.
- Gillet A., Tremblay D.-G. (dir.), 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec.
- Godrie B., Dos Santos M., 2017, « Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance », *Sociologie et sociétés*, vol. XLIX, no. 1, p. 7-31.
- Godrie B., 2019, « Vers une production juste et égalitaire des connaissances sur les inégalités sociales », dans *UNRISD Think Piece Series, Overcoming Inequalities in a Fractured World: Between Elite Power and Social Mobilization*, paru le 16 janvier 2019. En ligne : <http://www.unrisd.org/OvercomingInequalities-Godrie>
- Harding S., 1986, *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press.
- Juan M., 2019, *Les recherches participatives, enjeux et actualités*, Etat de l'art pour le Prix de la recherche participative (Fondation de France - GIS Démocratie et participation), en ligne : <https://www.participation-et-democratie.fr/un-panorama-des-recherches-participatives-0>
- Les chercheurs ignorants, 2015, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP.
- Medina J., 2013, *The Epistemology of Resistance. Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and the Social Imagination*, Oxford, Oxford University Press.
- Santos B. de Sousa, 2007, *Cognitive Justice in a Global World: Prudent Knowledges for a Decent Life*, Lexington Books.
- Santos B. de Sousa, 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Solidarité et société.
- Smith T. L., 1999, *Decolonizing Methodologies. Research and Indigenous Peoples*, London & Dunedin, Zed Books /University of Otago Press.
- Visvanathan S., 1997, *A Carnival for Science: Essays on Science, Technology and Development*, London, Oxford University Press.
- Visvanathan S., 2009, "The search for cognitive justice", Retrieved January, 7.
- Wresinski J., 1980, « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat », *Conférence au Palais de l'Unesco*, 3 décembre 1980, URL : <http://archive.mcxapc.org/docs/cerisy/a6-5.pdf>